

PROMOTION DU TOURISME À AÏN-DEFLA

La nécessaire inversion de la vapeur

La visite, samedi, du ministre du Tourisme, Hadj Saïd Mohamed-Amine, dans la wilaya de Aïn-Defla, a permis d'apporter un autre éclairage de la politique du tourisme. Cette visite permettra surtout de montrer du doigt l'ampleur de ce qui est à entreprendre pour faire sortir l'activité touristique de son cocon afin de la promouvoir et en faire une véritable source de revenus pour les communes, une source de création d'emplois et qui peut aussi devenir un complément considérable d'apports financiers pour le Trésor public.

Cependant, force est de constater que depuis des lustres on continue à construire, à coups de milliards des structures administratives censées gérer et développer le tourisme.

En effet, et à titre d'exemple au niveau de la wilaya de Aïn-Defla, le ministre a visité samedi le chantier de réalisation de la direction du tourisme au chef-lieu de wilaya, d'un coût de 6,5 milliards de centimes, réalisation qui connaît une avancée des travaux de 50%.

A l'issue de la visite du chantier, le ministre a enjoint aux promoteurs d'inclure dans la réalisation de la bâtisse le cachet spécifique de la région et ce, en faisant participer les artisans locaux sinon la bâtisse ressemblerait à une bâtisse qu'on verrait n'importe où.

Après le chantier de cette nouvelle direction du secteur, ce fut au tour de la Maison de l'artisanat déjà opérationnelle, coût

8,8 milliards de centimes. La visite de cette «Maison» a été agrémentée par un tour de table fait aux exposants de la sempiternelle exposition où les innovations se font rares.

A Khémis Miliana c'est la première pierre d'une autre Maison de l'artisanat qui a été posée. Là, le ministre a recommandé aux promoteurs d'inclure un espace pour les agences de voyages, une idée bien accueillie par les concernés.

A Miliana ce fut la traditionnelle visite du musée «Emir Abdelkader».

Aux explications fournies par le responsable, le ministre, accompagné du wali et du



Photo : DR

P/APW, n'a pas caché son désappointement en déclarant : «En principe avec toutes les potentialités existantes et les efforts consentis, Miliana ne devrait pas désemplir... Je parie même que vous vous ennuyez».

A Hammam Righa, le complexe thermal périlite.

Selon les chiffres affichés, on a enregistré en 2013, plus de 500 000 visiteurs mais seule-

ment 26 000 séjours à raison d'une moyenne de 2,5 journées... Le site souffre depuis des années du manque d'eau potable, ce qui décourage les candidats à d'éventuels séjours.

L'hôtel a été détruit par le séisme et les bains Mont Rose et Baraka ont été fermés, détruits, parce qu'ils devenaient dangereux au vu de leur délabrement. On est alors en droit de s'interro-

ger : cela suffit-il d'ériger des bâtisses administratives, aussi fastueuses soient-elles pour promouvoir le tourisme culturel, de masse, comme source inépuisable de richesses ? N'est-il donc pas temps de penser à inverser la stratégie de la promotion globale du tourisme ? Pourtant des pays en vivent et prospèrent même !

Karim O.

BOUIRA : APRÈS UNE TENTATIVE DE DÉMOLITION

DES COMMERCES INFORMELS

Des jeunes ferment la RN5 à Bechloul

Hier, pendant presque toute la journée des dizaines de jeunes ont procédé à la fermeture totale de la RN5, en signe de protestation contre la décision des autorités locales de démolir leurs commerces informels érigés le long de la RN5 au niveau du chef-lieu de cette commune, chef-lieu de daïra, situé à 20 kilomètres au sud-est de Bouira.

Hier, alors que tout déplacement vers cette commune était presque impossible, des citoyens qui ont réussi à quitter cette commune pour se rendre à Bouira, parlaient d'une action de solidarité des jeunes commerçants vis-à-vis de leur collègue convoqué par le procureur de la République près le tribunal de Bouira pour la journée d'hier suite à une plainte déposée contre lui par le P/APC jeudi dernier.

En effet, selon nos informations, jeudi dernier, les responsables locaux ont engagé une

opération de démolition des commerces informels érigés depuis des années le long de la RN5, après des mises en demeure envoyées depuis plusieurs semaines à ces jeunes commerçants afin de libérer les lieux.

Aussi, ces mises en demeure étant restées lettre morte, les autorités locales ont fait appel à la force publique et à un bulldozer pour procéder à la démolition de ces bicoques construites illicitement en extension à celles déjà existantes dans la légalité et dont le nombre avoisinerait une ving-

taine. Cependant, dès leur arrivée sur les lieux en compagnie du P/APC et des policiers, les travailleurs de l'APC ont essuyé un refus catégorique de la part du premier commerçant pour lequel ils voulaient détruire le commerce. Ce dernier leur aurait exigé d'abord la démolition des commerces qui étaient situés avant lui. Ce qui était en soi très logique.

Cependant, après ce refus, le P/APC a déposé une plainte contre lui, suivie immédiatement d'une convocation à se présenter devant le tribunal de Bouira, que les policiers avaient remis au concerné, un certain B. H. Ce dernier s'est déplacé ce dimanche matin de son propre chef à Bouira accompagné de plusieurs de ses amis commer-

çants alors que d'autres étaient restés sur place, en procédant à la fermeture de la RN5 à l'aide de pneus auxquels ils avaient mis le feu, ainsi que d'autres troncs d'arbres et autres détritus.

Pendant toute la matinée, la route était restée fermée à la circulation et les gendarmes déviaient la circulation au niveau de la commune voisine d'El-Esnam pour ceux qui venaient de Bouira, et à El-Adjiba pour ceux qui venaient depuis M'chedallah et l'est du pays.

A l'heure où nous mettons sous presse, la tension est toujours vive bien que selon les dernières informations en notre possession, le jeune B. H., a été relâché sans aucune poursuite contre lui.

Y. Y.

AEP DE BOUZEGUÈNE (TIZI-OUZOU)

La coordination des comités de villages interpelle l'ADE de Tizi-Ouzou

Raccordée à un réseau naturel dont le débit ne cesse de périliter, Bouzeguène n'a pas eu cette chance de bénéficier du barrage de Taksebt. Les désagréments causés à la région ont fini par entraîner une réaction belliqueuse de la population qui a procédé plusieurs fois à la fermeture de l'ADE.

Echaudée par ce qu'a enduré sa population durant l'été dernier qui aura battu tous les records de pénurie d'eau et anticipant sur les problèmes qui ne manqueront pas de venir parasiter le quotidien des gens si rien n'est fait pour améliorer les choses d'ici la saison sèche, la coordination des comités de villages de Bouzeguène, réunie dernièrement en assemblée extraordinaire, a saisi la direction d'uni-

versité ADE de Tizi-Ouzou pour lui rappeler les engagements pris lors de la réunion du 28/10/ 2014 à l'effet de doter l'agence locale des moyens matériels et humains nécessaires au bon fonctionnement du service et d'optimiser les ressources en eau existantes. Cela avec l'objectif de l'accompagnement de la structure et du rétablissement de la confiance mutuelle et pérenne avec la popu-

lation aigrie et désabusée.

Ceci pour combler ce que ces villages considèrent comme une défaillance car les villages ne veulent plus revivre le spectre de la saison estivale écoulée avec des villages et quartiers privés du précieux liquide sur des périodes s'étalant jusqu'à un mois.

Raccordée à un réseau naturel dont le débit ne cesse de périliter, la région n'a pas eu cette chance de bénéficier du barrage de Taksebt. Les désagréments causés à la région ont fini par entraîner une réaction belliqueuse de la population qui a procédé plusieurs fois à la fermeture de l'ADE.

La crise qui s'en est suivie a entraîné le départ du chef d'agence et donné lieu à des rencontres avec les responsables de l'ADE de Tizi-Ouzou et de l'hydraulique pour y remédier.

Comme solution palliative en attendant un hypothétique raccordement aux projets de barrages en cours de réalisation, ou encore aux forages lancés par les services de l'hydraulique, la coordination des comités de villages de Bouzeguène exige de ce fait, la rentabilisation de tous les moyens nécessaires au bon fonctionnement du réseau.

Salem Hammoum

BLIDA

Retour à la protestation des habitants du quartier Douiret

Les habitants du vieux quartier dit Douiret, situé entre le centre-ville de Blida et le piémont de Chréa, sont encore une fois, sortis dans la rue pour protester contre le mauvais état des rues de ce quartier.

C'est ainsi qu'ils ont bloqué la route menant vers Alger pendant plusieurs heures. Ils dénoncent le retard accusé par une entreprise qui a été chargée de l'aménagement des routes et des trottoirs de cette cité surtout que cette dernière, disent-ils, a laissé en l'état les travaux entrepris ce qui contraint les riverains à circuler sur des routes complètement détériorées sans parler de la boue engendrée en temps de pluie. C'est dire que ce calvaire dure, insistent les protestataires, depuis une année.

Il est à noter qu'il a fallu l'intervention des agents de l'ordre pour que la route soit rouverte à la circulation. Cependant, les habitants du quartier Douiret ont menacé de revenir à la charge si les travaux ne reprennent pas dans l'immédiat.

M. B.